



... à la convergence du numérique, des entreprises et de l'enseignement supérieur.

Newsletter n°124 - Décembre 2019

SOMMAIRE :

- Edito : Plus de numérique implique plus d'humain
- Retraites : des pistes pour une réforme durable qu'un think tank aurait pu formuler
- La République En Marche nous fait marcher
- Manifester ou se manifester ?
- Agenda

Édito : Plus de numérique implique plus d'humain

Hier s'est tenu le TEDx d'Issy Le Moulineaux au siège social de Microsoft. Salle comble malgré les transports !

Un TEDx a pour objet de donner la parole à des personnalités peu visibles habituellement. Ce n'est pas seulement pour les speakers que la salle s'est remplie, c'est pour le thème : « **#être humain (dans un monde numérique)** ».

Nous avons conscience que le monde est complexe et que nous ne pouvons pas continuer à traiter la planète et ses habitants de manière brutale. Le numérique peut nous aider à faire autrement.

***Un exemple :** mettre des produits chimiques partout alors que cela ne se justifie que sur quelques portions de terrain et encore avec précaution.
Les capteurs numériques au sol et depuis l'espace, conjugués à de l'intelligence artificielle nous permettent d'agir de manière circonstanciée, ce qui nous rend globalement plus efficaces à court, moyen et long terme.*

Mais attention : les machines ne changent que si nous les faisons évoluer. Elles ne sont pas vivantes. Et tant que nous ne les ajustons pas aux évolutions qui nous entourent, elles nous incitent à faire des bêtises. Voilà pourquoi il faut demeurer vigilant dans un monde numérisé.

Il faut savoir détecter les situations imprévues et choisir la manière d'y faire face. En biologie, cela relève de l'homéostasie. Le moindre petit être vivant est doué d'homéostasie, c'est-à-dire de capacité à décider ou à refuser de s'adapter à une variation de son environnement.

Ainsi, la machine a besoin de l'homme et l'homme a besoin de la machine. De ce fait, les big data, les objets connectés ou les monnaies intelligentes font parties de notre souveraineté parce que **nous ne pouvons pas laisser d'autres opérer notre homéostasie collective puisqu'ils ne sont pas soumis à notre environnement.**

L'automatisation chasse les hommes des usines et des bureaux... l'homme va devoir opérer son pouvoir d'homéostasie de l'extérieur de ces lieux, mais où et comment ? On parle de démocratie participative : elle reste à inventer.

Mais ce que nous savons déjà, c'est que ce monde numérisé va avoir besoin d'Hommes libres et engagés. Libres de refuser des évolutions vers une dictature numérique et engagés dans leur rôle de vigilance.

Bonnes fêtes de fin d'année à tous.

Geneviève Bouché, Présidente de Forum ATENA

Retraites : des pistes pour une réforme durable qu'un think tank aurait pu formuler

1993, 2003, 2008, 2010, 2012, 2014... Ces 20 dernières années, une multitude de réformes a eu pour objet le système de retraites français. Cela n'a rien d'étonnant, tant il représente **un enjeu primordial pour les finances publiques françaises** : en 2015, les dépenses de retraite représentent à elles seules 13,6 % du PIB, soit bien plus que la moyenne de l'Union Européenne (autour de 10%) et de l'OCDE (autour de 8%).

Malgré toutes ces réformes, l'écart n'a pas été réduit. Sur le long terme, **le déséquilibre entre dépenses et revenus** des retraites met en péril la pérennité financière du système. La dette cumulée des régimes pourrait représenter **25% du PIB à l'horizon 2040** selon le Conseil d'orientation des retraites (COR).

La gravité du pronostic appelle à une réforme en profondeur du système de retraite français. **L'élection présidentielle de 2017** était un moment opportun pour agir.

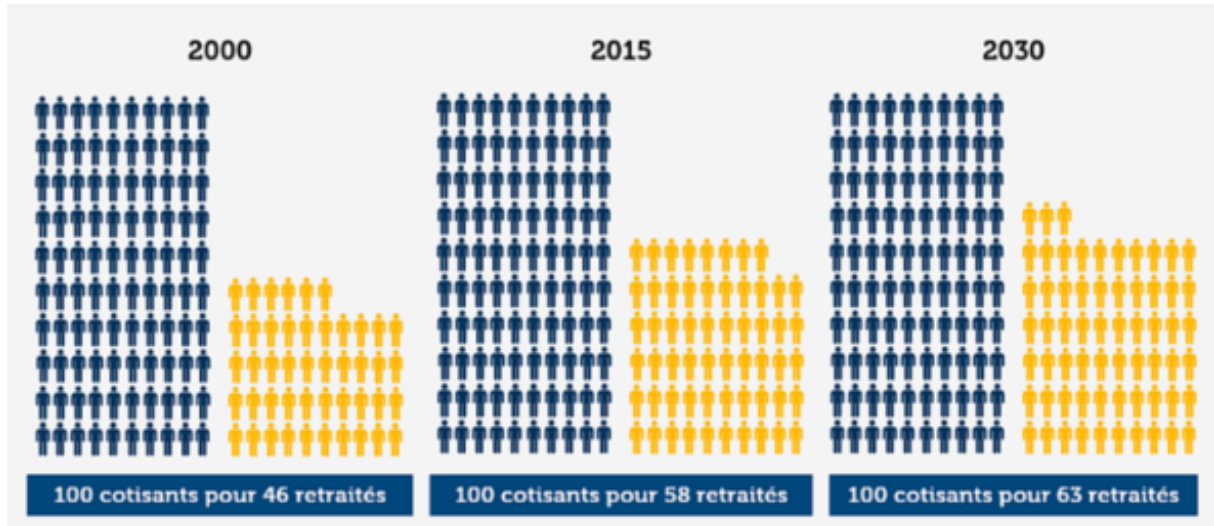
Deux *moments* auraient pu permettre à l'exécutif de se saisir du sujet des retraites à bras le corps, et avec le soutien ou, du moins, la non-animosité de la population.

Mais **l'après-élection présidentielle en 2017 d'une part, et le rapport rendu par Jean-Paul Delevoye cet été d'autre part, ont été deux occasions manquées par le gouvernement pour engager les travaux.** Le retard pris a gêné un calendrier compliqué à tenir, faisant suite à la grande concertation du Grand Débat.

Afin d'assurer le rééquilibrage des caisses de retraite, **un think tank tel que Forum ATENA aurait pu formuler plusieurs propositions** pour des solutions à court terme comme à long terme.

Comment fonctionne le système de retraite français ?

Le système de retraite français est un **système par répartition**. Les cotisations, versées par les actifs au titre de l'assurance vieillesse, sont **immédiatement utilisées pour payer les pensions des retraités**. Ces pensions sont fonction d'une durée de cotisation et d'un niveau de salaire. Elles peuvent être liquidées à partir d'un âge donné. Le système repose donc sur **la solidarité entre générations** et son équilibre financier dépend du rapport entre le nombre de cotisants et celui des retraités. Ce ratio est affecté par le vieillissement de la population.



Tous régimes confondus, le ratio est en baisse constante depuis 1960, ce qui pose la question de la pérennité du système de retraite. En parallèle, la France présente l'âge effectif de départ à la retraite le plus bas de l'OCDE : 59,8 ans pour les femmes et 59,4 pour les hommes.

La France est ainsi la championne du temps passé à la retraite parmi les 34 pays de l'OCDE : les hommes passent en moyenne 23 ans à la retraite, les femmes 27,2 ans, soit cinq années de plus que la moyenne des pays développés.

Les Français partent à la retraite beaucoup plus tôt que leurs voisins : est-ce viable ?

Les règles du régime de retraites sont-elles toujours d'actualité ?

Notre régime des retraites est-il encore valable alors que la démographie française a fortement évolué et que le nombre de cotisants par retraité sera encore amené à se réduire ? **Comment peut-on l'adapter** aux défis à venir, tout en préservant ses principes ?

Le déficit des régimes de retraites n'est pas une fatalité : il est tout à fait possible **de garantir la pérennité du système et la qualité des prestations offertes aux retraités français**.

C'est ce que permettraient les propositions formulées ici.

Pour cela, il faut agir sur **les piliers qui déterminent l'efficacité et la viabilité du système : l'âge de départ à la retraite et la durée de cotisation** qui permet de bénéficier d'une retraite à taux plein. Ces deux paramètres n'ont été modifiés qu'à la marge ces dernières années, malgré une multitude de réformes tandis que la démographie française a fortement évolué.

Par ailleurs, une refonte du système ne peut être acceptée par la société **que si elle est justifiée et juste** : dès lors, il convient d'agir sur **les inégalités du système** qui nuisent à l'acceptabilité des réformes.

Trois propositions pour un système juste et équilibré

1- Faire converger les régimes public et privé

Plusieurs réformes ont œuvré à un rapprochement progressif des régimes du public et du privé : en 2003, en 2007, en 2010. Mais **deux sujets d'inégalité demeurent** :

- La présence dans les régimes spéciaux et pour certaines catégories de fonctionnaires **d'âge d'ouverture des droits à retraite plus bas** que dans le secteur privé.
- Le **mode de calcul des droits à la retraite**.

A la lumière des nombreuses études menées sur le sujet, il est difficile de savoir si ces différences de règles sont globalement favorables au secteur public.

Quoi qu'il en soit, conserver un système qui ne traite pas chaque cotisant sur un pied d'égalité est **une entrave aux principes de justice et d'efficacité**. Injuste, car certains travailleurs seraient privilégiés selon qu'ils aient fait carrière dans le secteur privé ou public ; inefficace, car la suspicion autour de ces différences de traitement rend difficile l'acceptation par tous des efforts nécessaires au redressement des régimes. La convergence des régimes public et privé apparaît alors comme une solution de bon sens.

2- Faire évoluer simultanément l'âge de la retraite et la durée de cotisation

Pour ces mêmes raisons de justice et d'efficacité, il est nécessaire d'agir **à la fois sur l'âge de la retraite et la durée de cotisation**. Ces deux paramètres influent différemment sur les différentes catégories de population :

- Pour les personnes qui ont commencé leur carrière à un jeune âge, un report de l'âge légal aura plus d'impact qu'un allongement de la durée de cotisation
- Pour ceux qui sont entrés tardivement sur le marché du travail, c'est l'inverse : une durée de cotisation plus longue influera plus fortement sur leur carrière qu'un report de l'âge légal.

N'agir que sur un de ces deux paramètres serait donc une mesure injuste et peu souhaitable.

En portant **l'âge de la retraite à 63 ans et la durée de cotisation à 43 ans** au cours des dix prochaines années, la situation financière des différents régimes sera **rééquilibrée à l'horizon 2025**. Ce rattrapage rapide pourrait ensuite être suivi **d'une évolution plus douce** qui prendrait en compte les gains d'espérance de vie : par exemple, une augmentation de deux tiers des gains d'espérance de vie garantirait un équilibre plus durable.

3- Assurer la viabilité du système par répartition avant d'envisager une réforme systémique

La **viabilité financière étant la première des priorités**, il n'est **pas possible d'envisager une réforme systémique** avant d'avoir mis en œuvres les propositions présentées ci-dessus, car elles seules sont en mesure de ramener à l'équilibre le système de retraites.

En France, si le régime général fonctionne par répartition, les régimes complémentaires du secteur privé que sont l'AGIRC et l'ARRCO **fonctionnent par points**. Chaque assuré acquiert des points qui lui sont propres et la pension versée est proportionnelle au nombre de points acquis. En Suède, le **régime en comptes notionnels** gère les cotisations en répartition (comme le régime général français) et ajuste le montant total des droits selon l'espérance de vie de la génération arrivant à l'âge de la retraite. Ces deux systèmes, porteurs de lisibilité, n'auraient cependant **pas d'effet direct sur la réduction du déficit des régimes de retraite**, et leur mise en place serait une complication supplémentaire.

Joyeux Noël bonnes fêtes de fin d'année.

Christophe Dubois-Damien

Administrateur et Président de l'Atelier Intelligence Economique de Forum ATENA

La République En Marche nous fait marcher

« Un intellectuel assis ira moins loin qu'un con qui marche » affirmait Michel Audiard.

Mais un intellectuel qui marche va plus loin qu'un intellectuel assis.

La réforme des retraites, défendue par le gouvernement face à la pression de la rue et des syndicats, est présentée comme la "mère de toutes les réformes".

Est-ce bien vrai ?

D'autres transformations ne seraient-elles pas plus urgentes et plus utiles pour la France ?

Il me semble. Il faut favoriser cette prise de conscience.

Les thinktanks du numérique, et Forum ATENA en premier lieu, sont des partenaires indispensables pour ce faire.

Le fait de prendre de la hauteur de vue n'empêche pas qu'un think tank puisse se consacrer exclusivement au sujet et formuler des pistes pour une réforme durable. Cela fera l'objet d'un second article.

Trois registres démocratiques ont façonné 2019 : la volonté de démocratie directe des gilets jaunes puis des manifestants grévistes de décembre, la démocratie participative issue du grand débat national à laquelle Forum ATENA entouré des quatre autres Think tanks français du numérique (Irest, Innocherche, la Fabrique du Futur, French Road) a participé, et la démocratie représentative, issue des urnes lors des élections européennes.

Une démocratie en trois scènes, qui semble plus fragmentée et conflictuelle qu'auparavant.

Les personnes nées avant le 1er janvier 1975 ne sont pas concernées par la réforme des retraites.

Les premières personnes visées par la réforme auront donc 60 ans en 2035.

Plutôt que de subir un blocage suite au conflit gouvernement / syndicat CFDT sur l'âge pivot de départ 62 ou 64, qui risque de priver bon nombre de français de dinde de Noël, ne serait-il pas plus intelligent d'avoir réfléchi, entre autres sujets, à ce que sera le travail à partir de 2035, compte tenu du paradigme économique nouveau et en particulier l'emploi des seniors, et ce que pourrait être une immigration intelligente pour solutionner le déficit démographique.

Un grand pourcentage de Français pense que les élites politiques ignorent les problèmes du peuple. La sociologie montre la rupture entre les modernes, les connectés-mondialistes et les anciens, les populations périphériques délaissées et dépitées. Elle montre les rivalités entre les personnes et les rapports de force entre les groupes. L'économie montre la désindustrialisation, le chômage de masse, le déficit et le surendettement public, la perte de compétitivité et la chute des marges des entreprises. En France ces difficultés sont antérieures à la crise financière de 2008. Un nouveau modèle de société est apparu, un nouveau paradigme industriel est né. Pourtant on constate un vide stratégique pour y répondre car les élites ne l'ont pas compris.

Le monde est entré depuis les années 1980 dans la troisième révolution industrielle avec comme intrants les processus normés et informatisés, les intrants des deux premières révolutions industrielles de 1780 et 1880 étaient la vapeur, l'électricité puis le pétrole.

Cette troisième révolution industrielle, la France l'a ratée. Ou sont parmi nos élites les penseurs des transformations en cours, les éclaireurs de l'avenir, les pédagogues du changement ?

Face à ces retards, ces blocages et ces défis les experts des thinktanks du numérique ont un rôle à jouer. L'heure est à un changement de logiciel dans la sphère politique.

Nos institutions, inspirées par le Conseil National de la Résistance, ont été rédigées pour servir le précédent modèle économique : l'économie fordiste de la deuxième moitié de la deuxième révolution industrielle : économie de masse : masse de travailleurs de la grande entreprise pyramidale, normalisée, hiérarchisée, optimisée, cadencée par l'organisation scientifique du travail, fabricant des produits standardisés, faisant l'objet d'une consommation de masse sur des marchés grand public. *Il faut bâtir les Institutions permettant l'épanouissement et l'équilibre social du paradigme de l'économie numérique du règne de la donnée à l'ère de la multitude, de l'homme augmenté et de l'entreprise étendue, de l'innovation continue et du développement des territoires.* Nous assistons au passage de l'ère de la main d'œuvre du XXème à l'ère du "cerveau d'œuvre" du XXIème siècle.

De ce fait nous entrons dans la vague d'innovation ou destruction créatrice la plus forte de l'histoire de l'humanité. Ce qu'on nomme " numérique" n'est pas seulement une technologie et encore moins un secteur parmi d'autres. Cette informatique optimisée bouleverse la manière de produire et de consommer. Elle permet un rapprochement inédit de l'offre et de la demande. Elle transforme l'intermédiation. L'homo numericus ne va «plus seulement sur internet. Il se trouve à l'intérieur de l'écosystème internet. L'action, l'attitude, la place de l'homme siècle sont différentes dans l'économie numérique du XXIème et dans l'économie fordiste du XXème siècle.

L'homme est plongé dans un paradigme nouveau. Ce paradigme impose à l'ensemble de l'économie un changement de fonctionnements, usages et de méthodes. Elles sont directement liées à la mise en réseau des individus.

À terme, toute l'économie sera informatique et dominée par des entreprises numériques, qui capteront l'essentiel de la création de valeur ajoutée dans des chaînes de valeur recomposées.

Comment réussir la transformation numérique en entreprise ?

Il s'agit plus de renaissance que de transformation. Une renaissance au niveau micro- économique de l'entreprise.

Cette renaissance, l'entreprise ne peut la réussir qu'à deux conditions : - si elle sait comprendre le nouveau modèle et l'écosystème qui l'entourent : Internet et ses dérivées, plates-formes, big, small, smart, open data, cloud computing, blockchain, objets connectés, intelligence artificielle, donnent naissance à un phénomène vaste et complexe, générateur d'opportunités et de menaces et - si elle fait preuve d'innovation en matière de leadership, de stratégie et d'organisation. De nombreux domaines sont impactés, influencés, transformés : la technologie évidemment mais aussi l'économie, la macro et la micro économie, les facteurs de production, en particulier le facteur travail, les modes de distribution, la stratégie, le leadership, la sociologie,

La France connaît depuis un demi-siècle une frénésie de réformes appelées politiques de « modernisation ». En réalité les résultats sont pour le moins modestes.

Face à ces blocages, ces défis, ces paradoxes le rôle de l'Atelier Etat plateforme de Forum ATENA prend à mon avis tout son sens.

La disruption, la plateformes de l'Etat sont nécessaires. Cela revient à comprendre les modèles d'affaires de la troisième révolution industrielle et admettre que ces modèles s'appliquent aussi aux biens non marchands et aux services publics.

En quoi cette troisième révolution industrielle, ayant comme intrant la donnée, est-elle intelligente? Pourquoi et comment elle peut apporter innovation, productivité, croissance ? Quelles en sont les menaces et opportunités? Comment favoriser des intelligences humaines plus larges. Pourquoi comprendre, maîtriser et utiliser l'intelligence artificielle?

L'intelligence économique, version classique et version nouvelle, permet de développer un état d'esprit et une méthodologie indispensables à la relation au nouveau paradigme économique en général et à l'intelligence artificielle, fille de ce paradigme, en particulier.

Il est néanmoins vrai que la réforme des retraites est importante.

Elle concerne un des principaux piliers du pacte social du pays.

La retraite est le premier poste de dépenses de la protection sociale, 339 milliards d'euros en 2018.

Plus de 16 millions de personnes dépendent des régimes de base et complémentaires.

Le système de retraite est le miroir de notre histoire sociale et de la société.

C'est pourquoi y toucher constitue toujours une épreuve.

Peu de réformes concernent autant de personnes à la fois. Tous les actifs, tous les retraités peuvent être impactés.

L'existence de régimes spéciaux ne se justifie pas. Les vrais prolétaires d'aujourd'hui tels que les agriculteurs et les auto entrepreneurs sont exclus du régime actuel.

Un système à point permettrait de prendre en compte les évolutions économiques et démographiques et rétablir une forme d'équité.

L'instauration d'un régime universel à points est un défi majeur que le pays n'avait pas rencontré depuis la Libération. Et encore, à l'époque, le fameux régime général n'avait pas réussi à intégrer les régimes de retraite déjà en vigueur avant la Seconde Guerre mondiale. Les syndicats s'y étaient opposés et avaient même obtenu la suppression de la loi prévoyant la convergence.

Tenter de placer sous les mêmes règles l'ensemble de la population active est donc une véritable révolution. Depuis 1993, ce sujet hante le débat public. La droite libérale avait rêvé à un tel système, en particulier feu le parti UDF créé par Valéry Giscard d'Estaing. La CFDT en est l'avocate depuis des décennies au nom de la modernisation de notre protection sociale et au nom de l'équité.

Pour autant, la réforme de la retraite ne peut être l'alpha et l'oméga de la politique du Gouvernement.

D'autres sujets, d'autres champs d'action publique, d'autres secteurs d'activité nécessitent également des ajustements, des adaptations, des évolutions majeures.

Pour payer des pensions de retraite, il est important d'avoir une économie dynamique, compétitive, prospère.

Tout commence par l'éducation et la formation. Le récent classement PISA a souligné que sans être catastrophique le niveau des élèves était moyen et qu'il ne s'améliorait pas.

La refonte de l'Education nationale a été abandonnée de peur de créer un front de conflit avec les syndicats. L'accroissement de l'autonomie des établissements, un renforcement de l'autorité et de la sélection ne sont plus à l'ordre du jour. L'augmentation des rémunérations du personnel enseignant prévue dans le cadre de la réforme des retraites devrait s'accompagner de sa professionnalisation accrue. Face à la digitalisation, face à la nécessité d'améliorer le taux d'emploi des seniors, la formation constitue une priorité.

Les actifs devraient avoir l'obligation de rendez-vous formation réguliers pour évaluer leurs capacités, leurs besoins. La récente réforme de la formation continue va dans le bon sens.

La France, depuis vingt ans, soit une génération, vit avec les 35 heures.

Aucun des grands pays occidentaux n'a fait ce choix.

Le rapport au travail en a été changé. Les entreprises ont effectué une course à la productivité pour en limiter l'impact. Les 35 heures ont contribué également à la stagnation des salaires et à l'essor des micro-entrepreneurs.

Contrairement à quelques préjugés, le partage du travail ne crée pas des emplois.

De même, les départs précoces à la retraite ne favorisent pas l'emploi des jeunes.

Pour créer un choc de compétitivité favorable à la situation du pays, une remise en cause des 35 heures aurait eu un effet bien plus grand que la réforme des retraites.

Une économie compétitive passe par des dépenses publiques efficaces et des prélèvements obligatoires aussi neutres et légers que possibles. La France en se classant numéro un pour les dépenses et les recettes, en Europe, est dans une position défavorable. Le Gouvernement a renoncé à réduire les effectifs de la fonction publique, de réaliser un plan d'économies budgétaires massifs et de réformer les prélèvements.

La refonte des institutions et des collectivités publiques est un chantier à l'arrêt.

La France reste un Etat centralisé, vertical, ce qui la handicape dans la compétition économique moderne. Le passage à un système fédéral donnant plus de pouvoirs aux régions, avec un Parlement composé d'une Assemblée nationale élue au scrutin majoritaire et un Sénat, élu à la proportionnelle, serait une source vivifiante.

La réforme du régime des retraites est certes nécessaire voire inéluctable compte tenu de l'évolution de l'espérance de vie et de la nécessité absolue d'avoir des régimes équilibrés.

Le problème central du gouvernement réside dans le fait de faire comprendre l'importance d'une mesure de long terme. Il doit s'inspirer plus des pays de l'Europe du nord où la classe politique a la confiance des citoyens. Ceci contraste grandement avec la situation actuelle française où chacun se sent menacé par les projets du gouvernement.

Il faut diversifier le recrutement des hauts fonctionnaires, à faire évoluer leur formation et leur déroulé de carrière.

Quelques écoles françaises, SciencesPo Paris par exemple, font évoluer son enseignement et mise, grâce à ses écoles d'application sur les compétences des étudiants dans la résolution des problèmes.

Comme l'intelligence artificielle occupera vraisemblablement une place importante dans notre vie future, nous devons garder l'avantage sur l'intelligence émotionnelle, la créativité, les savoirs être. Il est donc nécessaire d'investir ces domaines.

Cette réforme des retraites a bien entendu fait réagir les enseignants. Ils ont obtenu une loi de programmation immédiate d'un montant de 10 milliards d'euros.

Alors que la performance globale de leur profession, à en juger par le classement PISA ou Shanghai, reste très médiocre, ils obtiennent en fait des augmentations de salaires.

Après les mesures Jospin du début des années 1990, qui avaient augmenté les salaires (notamment dans l'enseignement primaire) sans aucune contrepartie en termes de productivité ou d'efficacité, une loi Blanquer devrait, là aussi sans la moindre contrepartie, revaloriser largement les salaires pour compenser la réforme des retraites.

Cette mesure d'environ 10 milliards d'euros sera bien évidemment financée par les salariés du secteur privé, qui verront pour leur part leur retraite calculée sur la base de toute leur carrière au lieu des vingt-cinq meilleures années. Une fois de plus, réformer les retraites coûtera cher et les inégalités de traitement s'accroîtront.

Assiste t'on à la renaissance ou à la fin du modèle syndical ?

Aux mouvements de chaque samedi des gilets jaunes qui ont ponctué automne, hiver et printemps derniers, ont succédé des manifestations d'une forme plus traditionnelle.

Avec une distinction entre des syndicats prêts à entrer dans le jeu de la négociation, à améliorer dans l'intérêt des salariés un système de retraites qu'ils sont prêts à cogérer avec les employeurs et une frange syndicale qui malgré une représentativité déclinante jouit d'un pouvoir de nuisance très élevé.

Est-ce bien le retour des syndicats ?

Il y a et il y a toujours eu en France deux conceptions du syndicalisme.

La conception pour laquelle le syndicat était en quelque sorte la courroie de transmission du Parti Communiste et qui avait pour objectif le **changement économique-politique**, voire le renversement du rapport de forces entre le Capital et le Travail.

Et la conception dite réformiste, qui se voulait « apolitique » et qui s'appliquait essentiellement à obtenir des avantages sociaux plus importants, au fur et à mesure de la croissance et du **progress économique**.

D'une certaine manière, ces deux formes sont également déphasées, dépassées et la force du mouvement actuel tient plus du chant du cygne que d'une nouvelle vigueur.

L'action des syndicats à vision partisane et révolutionnaire se concevait dès lors que la grande masse du peuple croyait en un avenir meilleur, reportait ses espoirs sur des « lendemains qui chantent ».

Maintenant ce qui attire les gens dans ces manifestations ce n'est pas tant ce qu'on en attend, ce n'est pas tant la sanctuarisation du modèle progressiste de notre État providence que le besoin d'affirmer un volonté solidaire et commune face à des **élites détestées**.

Détestées parce que justement elles ne parlent que de productivisme, de richesse, de matérialisme et dans des termes financiers et technocratiques qui ne laissent pas prise à l'appropriation par tous.

Le malaise et les volte-face des syndicats réformistes, qui ont avant tout peur d'être dépassés par leur base, montre bien que cet État social ne fonctionne plus.

Sous couvert de modernisme, le modèle proposé par les élites est considéré comme obsolète par une partie importante de la population.

Ce modèle ne correspond pas à l'ambiance des manifestations du moment.

Et ce qu'on appelle « **populisme** » montre, dans le monde entier sous les formes de gouvernements extrémistes ou sous forme d'émeutes que le peuple fait, de plus en plus sécession. Les gilets jaunes dans leur effervescence de revendications parfois contradictoires l'ont bien montré.

Les syndicats, en particulier révolutionnaires ne devraient pas se faire d'illusion : ils ne sont pas plus représentatifs en décembre 2019 qu'ils ne l'ont été durant les 18 mois passés.

D'une certaine manière ce que dit la force de la grève à la SNCF et à la RATP, c'est l'immense **regret d'un monde qui disparaît** : celui dans lequel ces deux entreprises représentaient une communauté de travail : un corporatisme quotidien, dans le travail, mais aussi dans le reste de la vie avec des œuvres sociales dédiées, des centres de vacances, des avantages spécifiques, toutes choses qui façonnaient un modèle au sein duquel il était plaisant et réconfortant de se retrouver.

Les cheminots actuels sont composés d'un actif pour deux retraités.

A la RATP la modernité est incarnée par l'automatisation des lignes qui rendra les grèves inopérantes. Il ne reste de la belle construction corporatiste qu'un système de retraite en faillite. Les revendications pour le maintenir en l'état sont d'autant plus fortes qu'elles sont désespérées, les combats d'arrière-garde sont les plus durs.

Les enseignants aussi manifestent leur nostalgie d'un monde qui disparaît : celui de l'école de la République qui n'est plus qu'une incantation.

Certes les enfants des « bons établissements » continuent d'avoir de bons résultats.

Mais la mission essentielle des enseignants, qui était d'éduquer l'ensemble de la population se heurte à des difficultés insurmontables.

Il est d'ailleurs curieux et même dangereux de voir que syndicats, enseignants et ministre occultent l'essentiel des motifs de crise de l'enseignement : la fin de la croyance dans le pouvoir de l'éducation dans une société où la notion même d'autorité doit être revisitée.

La base enseignante sait que rien de ceci ne se produira dans une grande et énième réforme.

C'est pour cela que les syndicats réformistes ne sont pas plus représentatifs que les syndicats révolutionnaires. Certes ils sont plus raisonnables et obtiennent quelques améliorations.

Mais ils sont juste les gestionnaires sages d'un modèle social dans lequel plus personne n'a confiance et qui ne fait plus rêver personne.

C'est la volonté d'être ensemble qui apporte son énergie aux manifestations désordonnées et non encadrées des gilets jaunes comme aux marches apparemment bien organisées des syndicats.

Ces mouvements qu'ils soient joyeux ou plus désespérés, désordonnés ou plus encadrés traduisent aussi une formidable énergie collective, un besoin de se retrouver, d'échanger, et d'affronter ensemble un monde dont on sait qu'il change, mais qu'il ne s'écroule pas.

D'autres transformations ne seraient-elles pas plus urgentes et plus utiles pour la France que la réforme des retraites ?

Il faut être juste le chantier de transformation « Pacte productif pour le plein emploi » a été lancé. C'est une excellente initiative.

Le président de la République avait annoncé, à l'occasion de la restitution du Grand débat national, un travail de consultation pour bâtir un pacte productif avec les entreprises, les industriels, les agriculteurs, les collectivités locales, les Français et la planète pour atteindre le plein emploi en 2025.

Depuis avril 2019, un travail collaboratif de membres du gouvernement, de fédérations professionnelles, de chefs d'entreprise, d'organisations syndicales, de corps intermédiaires et d'associations d'élus locaux a permis de bâtir ce pacte productif.

Avant de définir cette stratégie collective, il fallait dresser un diagnostic de l'économie française, comprendre ses atouts, ses faiblesses et prendre conscience des défis auxquels elle doit faire face : les révolutions environnementale et technologique.

La France est peut-être la nation d'Europe qui a le plus d'atouts pour faire face à ces révolutions. Elle a des centres de recherche d'exception, une politique d'innovation ambitieuse, elle montre la voie dans la lutte contre le réchauffement climatique. Depuis 2 ans beaucoup a été fait, mais l'économie française a trois faiblesses structurelles. Notre fiscalité de production est trop élevée par rapport à nos voisins européens.

Elle est sept fois plus élevée qu'en Allemagne et deux fois plus élevée que la moyenne de la zone euro. Notre spécialisation sur les produits et des services de moyenne gamme est mauvaise. Elle ne crée pas suffisamment de valeur pour les industriels et pour les producteurs agricoles. Enfin, en France, le volume global d'heures travaillées en comparaison avec les autres pays du G7 et de l'OCDE est plus faible.

Ces faiblesses ont eu une conséquence directe sur notre industrie. En vingt ans, la part de l'industrie française dans notre économie a décroché alors qu'elle s'est maintenue dans les autres pays européens. La désindustrialisation a accentué les inégalités territoriales en laissant des territoires entiers voir disparaître les usines, les commerces et les habitants. Ces faiblesses nous font aujourd'hui

encourir deux risques : un risque de déclassement de notre production et un risque de division territoriale.

Notre pays doit rester une nation de production. Sans production industrielle ou agricole la France ne serait tout simplement plus la France. Notre pays doit réussir dans les échanges internationaux. Notre pays doit compter parmi les pays technologiquement avancés. C'est une question de développement économique mais aussi une question de souveraineté politique. Aujourd'hui, abandonner sa souveraineté technologique c'est abandonner sa souveraineté politique. Les pays qui maîtriseront seuls l'intelligence artificielle ou le stockage d'énergie imposeront leurs règles aux pays dépendants technologiquement.

Geneviève Bouché, Patrice Noailles-Siméon et moi-même étions présents le 15 octobre 2019 à Bercy à l'Hôtel des Ministres pour la présentation de ce « Pacte Productif pour le plein emploi ».

Notre invitation s'explique par le fait que Forum ATENA et le Forum Européen des Politiques d'Innovation avaient été force de proposition dans le cadre du Grand Débat.

Avant, début 2019 **en tant que président du Comité économie d'IESF (Ingénieurs Et Scientifiques de France), j'avais proposé comme thème de réflexion et de rédaction d'un ouvrage en cours : « L'industrie française la notion nouvelle, la nécessaire renaissance. »**

L'Europe, qui a inventé l'industrie au XVIIIème siècle, la détruit progressivement.

La France est emblématique de ce déclin avec une chute de 25% de la contribution de l'industrie au PIB en quinze ans et la destruction de 2,5 millions d'emplois en un quart de siècle.

Les organisations doivent apprendre, grâce aux algorithmes, au big data, à l'intelligence artificielle, à capter la puissance de la multitude des individus connectés.

La révolution des intelligences va déconstruire les systèmes massifiés et hiérarchisés. Les élites de la France, et en particulier les ingénieurs et scientifiques, se doivent d'appréhender et favoriser cette troisième révolution industrielle de 1980. L'industrie du XXIème englobe toutes les activités à base de processus normés et informatisés.

Comprendre et surfer sur les transformations technologiques permanentes et rapides est une question de survie.

Joyeux Noel bonnes fêtes de fin d'année.

Christophe Dubois-Damien
Administrateur et Président de l'Atelier Intelligence Economique de Forum ATENA

Manifester ou se manifester ?

Le jeudi 5 décembre 2019 près d'un million de Français, ont manifesté dans la rue, se disant persuadés que le modèle social tricolore est en danger.

Le même jour on apprend que la France affiche le taux de pression fiscale le plus élevé des pays développés. En 2018, dicit l'OCDE, le taux de prélèvements obligatoires s'est établi à 46 % du PIB (stable par rapport à 2017). D'importantes baisses d'impôts (ISF, taxe d'habitation) ont été compensées par des hausses (CSG, fiscalité écologique) et des recettes fiscales dynamiques.

Le tout avec un endettement de 100% du Produit Intérieur Brut et un déficit budgétaire chronique.

En bon sens, on peut avancer trois hypothèses.

1. Cette pression fiscale record signifie qu'il y a une volonté politique de maintenir ce modèle social debout. Donc le jugement porté sur ce qui le menacerait est excessif.
2. Une certaine méconnaissance de l'économie est à noter. L'état des lieux est le suivant :
 - Les Français ignorent les fondamentaux de l'économie et ne regardent pas les chiffres.
 - L'élite, même, a longtemps ignoré le nouveau paradigme économique de la troisième révolution industrielle de 1980. Quelle économie sommes nous en train de quitter ? Dans quelle économie entrons-nous ?
 - Face aux métamorphoses du monde, les économistes semblent impuissants. Ils doivent changer radicalement leurs représentations théoriques, anciennes et inefficaces.
3. La pression fiscale record finance un modèle social coûteux et particulièrement peu efficace. Les sujets essentiels comme la santé, l'éducation la formation sont mal traités.

Sans oublier que les fonctionnaires, acteurs du service public qui n'atteint pas ses objectifs, sont les éternels premiers manifestants et grévistes.

Le phénomène n'est pas nouveau. Pourtant la France connaît depuis un demi-siècle une frénésie de réformes appelées politiques de « modernisation ». En réalité les résultats sont pour le moins modestes.

Face à ces blocages, ces défis, ces paradoxes le rôle de l'Atelier Etat plateforme de Forum ATENA prend à mon avis tout son sens.

La nécessaire platformisation de l'Etat revient à comprendre les modèles d'affaires de la troisième révolution industrielle ; et à admettre que ces modèles s'appliquent aussi aux biens non marchands et aux services publics.

En quoi cette troisième révolution industrielle, ayant comme intrant la donnée, est-elle intelligente? Pourquoi et comment elle peut apporter innovation, productivité, croissance ? Quelles en sont les menaces et opportunités? Comment favoriser des intelligences humaines plus larges. Pourquoi comprendre, maîtriser et utiliser l'intelligence artificielle?

L'intelligence économique, version classique et version nouvelle, permet de développer un état d'esprit et une méthodologie indispensables à la relation au nouveau paradigme économique en général et à l'intelligence artificielle, fille de ce paradigme, en particulier.

Les propos de Geneviève Bouché et Bernard Biedermann, ancienne et nouveau responsables de cet atelier État Plateforme sont pertinents.

« Le développement du numérique ne cesse de nous interpeller sur le bien commun et le bien privé. Cela concerne les données, la jouissance des réseaux, les savoirs, les images, le code...

Par exemple, le code qui est dans nos objets intelligents est supposé être conforme à la loi, mais quelle loi et comment pouvons-nous en être certains, comment se répartissent les responsabilités et les évolutions ?

Les technologies bouleversent peu à peu les fonctions régaliennes. Les entreprises se mettent à les remplir elles-mêmes.

Certaines deviennent plus puissantes que des états en termes de capacité d'influence, de prédictions et de répression éventuelle. Parfois même elles les dominent financièrement.

Les états doivent donc se réinventer. La notion d'état plateforme qui émerge actuellement repose sur une idée régalienne de la gestion du bien commun et des valeurs partagées.

Au cœur de cette transformation, il y a les données que nous sécrétons du simple fait que nous existons. L'idée qui se dessine consiste à faire en sorte que l'état devienne la plaque tournante qui gère, contrôle et qui favorise l'efficacité globale de nos systèmes (financier, sociale, environnemental, démocratique...).

En amont de ces opportunités prometteuses, il a un travail humaniste de redéfinition de notre vivre ensemble dans un monde où le numérique (l'immatériel) reconfigure nos priorités : après la sédentarisation qui se termine par l'ère industrielle, nous entrons dans une ère où l'homme se préoccupe de son accomplissement social et plus seulement physique.

Il y a nécessité de se pencher concrètement sur les projets existants et à venir, de l'Etat, en termes d'avantages économiques pour le service public , d'organisation et de management mais aussi de sécurité, de confidentialité et de souveraineté. »

Christophe Dubois-Damien
Administrateur et Président de l'Atelier Intelligence Economique de Forum ATENA

Agenda

15/01 - Séduire l'algorithme pour converser avec l'humain ? Les stratégies et les outils de l'indexation automatique

La plateforme d'incubation LINCC de Paris&Co et le Forum des images co-organisent trois sessions sur la découvrabilité des contenus culturels, pour examiner et partager les nouvelles idées, les nouvelles technologies et les nouvelles collaborations possibles sur cette thématique.

En savoir +

28/01 - ID Forum, le premier événement entièrement consacré à l'identité numérique

L'application des règlements européens (eIDAS, RGPD), l'émergence de nouvelles technologies (reconnaissance faciale, intelligence artificielle, objets connectés, tokenisation des données) et la multiplication des usages (santé, banque, transport, éducation, économie, collaboration, professions juridiques, administration en ligne) mettent l'identité au coeur des activités économiques.

En savoir +

30/01 au 01/02 - ChangeNOW 2020 : l'Exposition Universelle des Solutions pour la planète

L'ambition est de présenter la nouvelle génération d'acteurs du changement qui répond concrètement et à long terme aux problèmes les plus urgents du XXIe siècle. 4 axes principaux : le réchauffement climatique, la préservation de la biodiversité, la finitude des ressources et la dimension humaine et sociale de la transition.

20 000 visiteurs et 1 000 solutions sont attendus, plus de 100 pays représentés et 250 speakers nourriront ces 3 jours pour faire de Paris, la capitale mondiale des innovations pour la planète

En savoir +